

France bleu Drome Ardèche au journal de 8h ce matin (6 mai 2011) intervention de l'avocat Marc Farnacciaridola représentant la société Schuepbach , interviewé par le journaliste Marc Renaud

Y.R. : Vous êtes l'avocat de la société texane Schuepbac énergie qui est titulaire de permis de recherche de gaz de schiste à la fois sur le secteur de VdB et sur Nant sur le plateau du Larzac. Cette société qui attaque aujourd'hui au tribunal administratif les communes qui ont pris ces arrêtés pour interdire les recherches, est ce que c'est comme ça que se présente le dossier aujourd'hui ?

M.F. : D'abord je vais vous répondre mais je voudrais vraiment dire qu'il ne s'agit pas d'un acte d'hostilité à l'égard des communes il s'agit vraiment d'un pur acte de procédure technique, il se trouve que quand une autorité administrative comme les maires ou les communes prennent une décision vous avez 2 mois pour l'attaquer devant le tribunal administratif. Si vous ne le faites pas vous ne pouvez plus rien faire et vous êtes comme on dit forclos donc au fur et à mesure que ces arrêtés municipaux ou ces délibérations des conseils municipaux atteignent si vous voulez ce délais de 2 mois nous avons été obligé d'introduire des recours au TA mais ce qu'il faut vraiment pas du tout voir comme de l'hostilité à l'égard des maires et à l'égard des administrés mais comme une simple mesure technique alors maintenant combien il y en a ,écoutez plusieurs centaines mais y a aussi beaucoup de simples vœux et d'assemblées municipales et ça comme c'est pas juridique on ne peut pas non plus attaquer, il y a en tout je dirais une bonne soixantaine d'arrêtés municipaux interdisant la recherche du GdS sur le territoire.

Y.R. : Ca n'augure quand même pas d'un dialogue facile entre la société et les collectivités locales ?

M.F. : Vous savez je me réfère simplement à un de vos grand confrère l'AFP qui citait, une déclaration de Mr le Maire de VdB, il disait : vous savez bien que nous allons perdre mais au moins nous aurons fait entendre notre voix. Ce maire a tout à fait raison, les extrémistes qui veulent empêcher l'exploration du gaz de schiste sont contre le débat, ils le refusent par conséquent il est tout à fait normal que les maires eux même devant l'extraordinaire inquiétude de leurs administrés fassent leur devoir, c'est-à-dire prennent ce genre d'arrêtés qui sont des espèces d'appel au secours si vous voulez puisqu'ils sont un certain nombre d'extrémistes et de politiciens chevronnés empêchant le débat.

Y.R. : Au fond dans ce dossier là c'est peut-être la méconnaissance aussi de cette société Texane Schuepbach qui joue en votre défaveur ?

M.F. : Alors d'abord si vous voulez la société en faite est Suisse pour tout vous dire, Mr chuepbach est suisse alors pour lui l'environnement c'est quelque chose parce que au contraire pour lui l'air pur, l'eau pure c'est quelque chose de très important pour lui. Il est vrai qu'il a aussi des contrats d'exploitation qui sont aux Etats-Unis s'est pour ça l'étiquette américaine. Vous savez lui même voulait aller sur place il a vu les gens quand il a parce qu' au début vous savez les maires étaient tout à fait contents quand on est allés les voir et comment ne seraient-ils pas contents on va créer des emplois, on va déverser beaucoup d'argent sur tout ça, enfin on voulait déverser beaucoup d'argent sur les territoires et tout ça contrairement à ce que disent certains sans aucun dommage sur l'environnement, mais encore aurait-il fallu précisément débattre parce que les populations sont très justement inquiètes donc la volonté de dialogue est tout à fait là je dois dire que mon client est allé rencontrer les maires sur place qui au début étaient entièrement tout à fait favorables et puis sont venus des manipulateurs d'opinion qui sont des lobbyistes *extrêmement* retors et chevronnés qui veulent empêcher le débat et je vois que malheureusement ils sont en train d'y parvenir puisque la France est en train de fermer le page du GdS sans avoir ouvert le livre

Y.R. : Donc il faut attendre maintenant le débat à l'assemblée nationale à partir du 10 mai, vous en attendez quoi ?

M.F. : Moi je suis très pessimiste puisque les parlementaires des 2 cotés poussés par leurs administrés pour l'instant prévoient l'interdiction de l'extraction du GdS par la seule technique possible c'est-à-dire cette fracturation hydraulique et il faudra dire que les parlementaires qui vont voter cette loi expliquent à leurs administrés qu'en votant cette loi ils vont voter pour une très forte augmentation du prix du gaz.